

Ministère des affaires sociales et de la santé

Direction Générale de la
Cohésion Sociale
Sous-direction des professions
sociales, de l'emploi et des
territoires
Bureau des professions sociales

Personne chargée du dossier :
Alexe DESPLAN
tél. : 01 40 56 87 52
mél. : alexe.desplan@social.gouv.fr

La ministre des affaires sociales et de la santé

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région,
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale
Directions de la jeunesse, des sports et de la
Cohésion sociale

CIRCULAIRE N° DGCS/SD4A/2012/345 du 21 septembre 2012 relative aux modalités d'application de la procédure permettant l'accès à la profession d'assistant de service social pour les titulaires de diplômes étrangers.

Date d'application : immédiate

NOR : AFSA1235108C

Classement thématique : Professions sociales

Examinée par le COMEX, le 17 octobre 2012

Publiée au BO : oui

Déposée sur le site circulaires.gouv.fr : oui

| |
|---|
| Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles. |
| Résumé : Modifications de certaines modalités d'application de la procédure permettant l'accès à la profession d'assistant de service social pour les titulaires de diplômes de l'UE. |
| Mots-clés : assistant de service social – diplômes étrangers – union européenne – formation sociale – stage d'adaptation – épreuve d'aptitude - attestation de capacité à exercer ; |
| Textes de référence : Code de l'action sociale et des familles : articles L411-1 et L411-1-1, R411-3 à R411-10 Arrêté du 29 juin 2004 modifié relatif au diplôme d'Etat d'assistant de service social Arrêté du 31 mars 2009 modifié relatif aux conditions d'accès à profession d'assistant de service social pour les titulaires de diplômes étrangers. |
| Textes abrogés : Néant |

Textes modifiés :

Articles L411-1 et R411-8 du code de l'action sociale et des familles

Arrêté du 31 mars 2009 modifié relatif aux conditions d'accès à profession d'assistant de service social pour les titulaires de diplômes étrangers, modifié par l'arrêté du 26 juillet 2011

Circulaire DGAS/4A/2009/256 du 7 août 2009 relative aux modalités d'application de la procédure permettant l'accès à la profession d'assistant de service social pour les titulaires de diplômes étrangers.

Annexes :

Annexe I : Avis technique de l'établissement de formation modifié.

Annexe II : Fiche « Proposition du Directeur régional » modifiée.

Diffusion : les établissements ou organismes concernés doivent être destinataires de cette circulaire, par l'intermédiaire des services déconcentrés, selon le dispositif existant au niveau régional.

La directive 2005/36/CE du parlement européen et du conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles a eu pour objet de simplifier les règles permettant à un Etat membre qui subordonne l'accès ou l'exercice d'une profession réglementée à la possession de qualifications professionnelles de reconnaître, pour l'accès ou l'exercice de cette profession, les qualifications acquises dans un autre Etat de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Pour mémoire, les articles L411-1, L411-1-1 et R411-3 à R411-10 du code de l'action sociale et des familles (CASF) transposent le dispositif de reconnaissance des qualifications professionnelles des ressortissants européens souhaitant porter le titre ou occuper un emploi d'assistant de service social en France. Cette transposition est complétée par un arrêté ministériel du 31 mars 2009 relatif aux conditions d'accès à la profession d'assistant de service social pour les titulaires de diplômes étrangers.

Pour transposer plus fidèlement ladite directive, certaines de ces dispositions ont été modifiées :

- l'article L411-1 du CASF a été complété (*loi 2011-302 du 22 mars 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques*),
- l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mars 2009 a été modifié ainsi que son annexe III (*arrêté modificatif du 26 juillet 2011 – JO du 2 août 2011*).

Ces deux dispositions, ainsi modifiées, sont relatives aux conditions d'accès à la profession d'assistant de service social pour les titulaires de diplômes étrangers. Le détail de ces modifications est décrit ci-après (II- 2.1, 2.2).

- En outre, l'article R411-8 du CASF, qui concerne la libre prestation de service de façon temporaire et occasionnelle, a été complété (*décret en CE n° 2012-711 du 7 mai 2012*).

Cette procédure, gérée par la DGCS, concerne uniquement les ressortissants européens établis et exerçant légalement la profession d'assistant de service social dans un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, à une convention internationale ou un arrangement en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

La présente circulaire a donc pour objet de vous informer des modifications apportées au dispositif de reconnaissance des qualifications professionnelles pour le port du titre et l'occupation d'un emploi d'assistant de service social en France.

I – Modifications de l'article L 411-1 (2°) du CASF

Cette modification porte sur l'une des conditions d'accès à la profession d'assistant de service social pour les professionnels européens dont l'Etat d'origine ne réglemente pas la profession d'assistant de service social, mais réglemente la formation conduisant à cette profession.

Antérieurement à la modification apportée à cet article, le ressortissant européen titulaire d'un titre de formation délivré par un Etat ne réglementant pas l'accès à la profession d'assistant de service social ou son exercice devait justifier de deux années d'expérience professionnelle à temps plein au cours des dix dernières années dans un Etat membre ou partie.

Désormais, la condition des deux années d'expérience professionnelle ne doit pas être exigée lorsque le ressortissant européen est titulaire d'un titre de formation délivré par un Etat qui, ou bien réglemente l'accès à la profession d'assistant de service social ou son exercice, **ou bien réglemente la formation conduisant à l'exercice de la profession.**

Vous trouverez en annexe I l'avis technique de l'établissement de formation modifié dans ce sens.

Il convient de noter que l'absence de justification des deux années d'expérience ne dispense pas le migrant d'être soumis à une mesure de compensation si son titre ou l'ensemble de ses titres de formation comportent des différences importantes sur des matières dont la connaissance est essentielle à l'exercice de la profession d'assistant de service social en France.

II – Modifications de l'arrêté du 31 mars 2009 relatif aux conditions d'accès à la profession d'assistant de service social pour les titulaires de diplômes étrangers.

2.1 – Les pièces constitutives du dossier :

Désormais, il ne peut plus être exigé d'un ressortissant européen titulaire d'un titre de formation délivré par un pays tiers et reconnu par un Etat membre qu'il fournisse une attestation de niveau.

Toutes les autres pièces listées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 31 mars 2009 doivent être fournies par le migrant, à l'exception donc de la pièce 4 (l'attestation de niveau) que devait fournir les ressortissants européens communautaires titulaires d'un titre de formation délivré par un pays tiers et reconnu par un Etat membre.

2.2 – L'annexe II (Proposition du directeur régional)

La demande d'un candidat titulaire d'un titre de formation correspondant à un cycle d'études post-secondaires d'au moins un an (Bac+1), doit désormais être examinée dans les mêmes conditions que celle des candidats ayant suivi avec succès un cycle d'études post-secondaires et répondant aux conditions des 1°, 2° ou 3° de l'article L411-1 du code de l'action sociale et des familles.

Le fait de ne pas avoir suivi un cycle d'études post-secondaires inférieur à 2 ans ne constitue donc plus un motif de refus.

Je vous rappelle que le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale peut émettre trois propositions :

➤ **Délivrance directe d'une attestation de capacité** à exercer la profession d'assistant de service social en France :

- Si le candidat a suivi dans son pays d'origine une formation proche de la formation française à la fois en terme de durée et de contenu, que les connaissances considérées comme essentielles (cf 3^{ème} alinéa de l'article R.411-3 du code de l'action sociale et des familles) à l'exercice de la profession d'assistant de service social sont acquises et que le candidat a une maîtrise suffisante de la langue française.

- Si, bien que la formation suivie comporte des différences importantes sur des matières dont la connaissance est essentielle à l'exercice des activités professionnelles d'assistant de service social, le candidat a acquis ces connaissances au cours de son expérience professionnelle pertinente licitement exercée.

➤ **Mesure de compensation** consistant, au choix du candidat, en un stage d'adaptation ou en une épreuve d'aptitude, si les qualifications professionnelles du candidat attestées par le titre ou ensemble de titres font apparaître des différences importantes sur des matières dont la connaissance est essentielle à l'exercice de la profession d'assistant de service social en France et que son expérience professionnelle dans le secteur social ne compense pas ces différences.

➤ **Refus** dans un des trois cas suivants :

- le candidat n'a pas suivi avec succès un cycle d'études post-secondaires d'au moins 1 an
- le candidat ne possède pas de diplôme répondant aux conditions des 1°, 2° ou 3° de l'article L411-1 du code de l'action sociale et des familles
- le candidat ne maîtrise pas la langue française.

Vous trouverez, joint au présent document, en annexe II, la fiche relative à la proposition du Directeur régional modifiée.

Pour la ministre et par délégation

SIGNE

Sabine FOURCADE
Directrice Générale de la
Cohésion Sociale

AVIS TECHNIQUE DE L'ETABLISSEMENT DE FORMATION

| IDENTIFICATION DU DEMANDEUR | |
|-----------------------------|---------------|
| NOM PATRONYMIQUE : | NOM MARITAL : |
| PRENOM : | |
| DATE ET LIEU DE NAISSANCE : | |
| ADRESSE : | |

| FORMATION | |
|--|--|
| INTITULE DU TITRE DE FORMATION : | |
| DELIVRE PAR : | |
| PAYS : | |
| NIVEAU DU TITRE DE FORMATION : | |
| CYCLE D'ETUDES POSTSECONDAIRE : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> | |
| NOMBRE D'ANNEES D'ETUDES : <input type="checkbox"/> ANS | |
| SI LE TITRE EST DELIVRE PAR UN ETAT COMMUNAUTAIRE | |
| - | |
| S'AGIT-IL D'UNE PROFESSION REGLEMENTEE DANS L'ETAT D'ORIGINE ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> | |
| .SI NON , LA FORMATION CONDUISANT A LA PROFESSION EST-ELLE REGLEMENTEE ? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> | |
| . SI NON, LE DIPLOME ATTESTE T-IL DE LA PREPARATION A L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> | |
| . SI OUI : DUREE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : | |
| - SI LE TITRE EST DELIVRE PAR UN ETAT TIERS | |
| LE TITRE DE FORMATION EST-IL RECONNU PAR UN ETAT COMMUNAUTAIRE OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> | |
| SI OUI, DUREE DE L'EXERCICE LEGAL DE LA PROFESSION : <input type="checkbox"/> ANS | |

COMPARAISON DES REFERENTIELS DE FORMATION

| REFERENTIEL DU DEASS | CONTENU DE LA FORMATION SUIVIE |
|--|--------------------------------|
| ENSEIGNEMENT THEORIQUE | |
| UFP : THEORIE ET PRATIQUE DE L'INTERVENTION EN SERVICE SOCIAL (460 HEURES) | |
| UFC : PHILOSOPHIE DE L'ACTION, ETHIQUE (120HEURES) | |
| UFC : DROIT (120HEURES) | |
| UFC : LEGISLATION ET POLITIQUES SOCIALES (160 HEURES) | |
| UFC : SOCIOLOGIE, ANTHROPOLOGIE, ETHNOLOGIE (120 HEURES) | |
| UFC : PSYCHOLOGIE, SCIENCES DE L'EDUCATION, SCIENCES DE L'INFORMATION, COMMUNICATION (120HEURES) | |
| UFC : ECONOMIE, DEMOGRAPHIE (120 HEURES) | |
| UFC : SANTE (120 HEURES) | |
| APPROFONDISSEMENT (200 HEURES) | |
| PREPARATION A LA CERTIFICATION (200 HEURES) | |
| UF FACULTATIVE : APPROFONDISSEMENT D'UNE LANGUE VIVANTE ETRANGERE (120 HEURES) | |
| AUTRE | |
| FORMATION PRATIQUE | |
| FORMATION PRATIQUE 12 MOIS DONT 10 MOIS ET DEMI A 11 MOIS DE STAGE PROFESSIONNEL : . MOITIE ISIC (INTERVENTION SOCIALE D'INTERET COLLECTIF) . MOITIE ISAP (INTERVENTION SOCIALE D'AIDE A LA PERSONNE) | |

COMPARAISON DES REFERENTIELS PROFESSIONNELS
(REFERENTIELS DE COMPETENCES)

| DEASS | COMPETENCES ACQUISES PAR LE DEMANDEUR | |
|--|--|--------------------------------|
| | PAR FORMATION | PAR EXPERIENCE PROFESSIONNELLE |
| <p><u>DC1. Intervention professionnelle en service social</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Conduite de l'intervention sociale d'aide à la personne 1.1 Evaluer une situation 1.2 Evaluer et mettre en œuvre un plan d'aide négocié 1.3 Apprécier les résultats de l'intervention - Conduite de l'intervention sociale d'intérêt collectif 1.4 Concevoir et mener des actions avec les groupes 1.5 Impulser et accompagner des actions collectives 1.6 Contribuer au développement de projets territoriaux <p><u>DC2. Expertise sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 2.1 Observer, analyser, exploiter les éléments qui caractérisent une situation individuelle, un territoire d'intervention ou des populations et anticiper leurs évolutions 2.2 Veille professionnelle : s'informer et se former pour faire évoluer ses pratiques 2.3 Développer et transférer ses compétences professionnelles <p><u>DC3. Communication professionnelle en travail social</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 3.1 Elaborer, gérer et transmettre de l'information 3.2 Etablir une relation professionnelle <p><u>DC4. Implication dans les dynamiques partenariales, institutionnelles et inter institutionnelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 4.1 Développer des actions en partenariat et en réseau 4.2 Assurer une fonction de médiation 4.3 S'inscrire dans un travail d'équipe | | |

AVIS AU VU DE LA FORMATION SUIVIE ET DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

DUREE DE FORMATION INFERIEURE A CELLE DU DEASS (*PRECISER LA DIFFERENCE DE DUREE*) :

DIFFERENCES IMPORTANTES SUR LES CONNAISSANCES ESSENTIELLES (*DUREE ET/OU CONTENU*)

- THEORIE ET PRATIQUES DE L'INTERVENTION EN SERVICE SOCIAL Y COMPRIS L'ETHIQUE :

- POLITIQUES SOCIALES :

- LEGISLATION ET REGLEMENTATION RELATIVES A L'ACCES AUX DROITS :

MAITRISE DE LA LANGUE FRANCAISE :

Identification de l'établissement de formation :

.....

Cachet et signature

